

Saint-Omer Les agents des impôts vent debout contre les fermetures de service à venir

Ce mardi 26 mars, une trentaine d'agents des centres des impôts de Lumbres, Aire-sur-la-Lys et Longuenesse ont manifesté devant la sous-préfecture de Saint-Omer. Ils redoutent des suppressions d'emplois et la fermeture de plusieurs centres.

Aïcha Noui | 26/03/2019 19h46



Les agents dénoncent des suppressions d'emploi.

Une quarantaine d'agents des centres des finances publiques manifestaient ce mardi midi devant la sous-préfecture, à Saint-Omer, à l'occasion d'un mouvement national. Ils redoutent des suppressions d'emplois dans le cadre d'un programme de réorganisation complet du réseau des centres des impôts d'ici 2022.

Des centres pourraient fermer en raison du transfert de certaines missions. « *Des documents de travail ont fuité. Ils proposeraient la concentration des services sur quelques centres des impôts, les autres fermeraient* », explique Sandrine Bonnet, FO.

Les agents des centres de finances publiques craignent d'être mis sous le fait accompli.

Virginie, 36 ans, a déjà vécu trois fermetures de service : « *Mon service est à nouveau menacé, cette fois, au centre des impôts de Longuenesse. Si les missions s'en vont, ils ne pourront pas garder tout le monde. Mais on ne nous dit rien, on sera mis devant le fait accompli.* »

Une restructuration qui inquiète au-delà des fonctionnaires. Des élus de Bouvelinghem, Cléty, Quelmes, Thiembroune ou Esquerdes étaient venus en soutien. « *On dépend de Lumbres, que va-t-il se passer ?* », s'interroge Francis Sagnier, maire d'Esquerdes. Les élus redoutent un transfert de charges après la mise en place d'agence comptable pour la mission de gestion des collectivités : « *On s'inquiète d'un transfert de charges par la suite avec des communes obligées de payer des comptables pour faire tourner le service.* »

Des élus sont présents pour soutenir les manifestants.



Les manifestants regrettaient aussi la perte de proximité avec des contribuables « *perdus sur internet* ». Une délégation a rencontré Steve Barbet, secrétaire général de la sous-préfecture. Ce dernier leur a promis des remontées en préfecture. Une nouvelle manifestation est prévue jeudi 28 mars à Paris.

Un pétition circule pour protester contre la fermeture des services publics.



L'Audomarois compte un centre des finances publiques à Longuenesse et trois services des impôts aux particuliers à Lumbres, Aire-sur-la-Lys et Fauquembergues. Tous pourraient ne pas résister.

La direction départementale des impôts ne souhaite pas communiquer pour le moment.